

Cote du document: EB 2013/110/R.3
Point de l'ordre du jour: 3
Date: 5 décembre 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Comité d'audit sur le programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2014, le programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2014 et le plan indicatif pour 2015-2016 d'IOE, et les rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAFF

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ruth Farrant

Directrice et Contrôleuse
Division du Contrôleur et des services financiers
téléphone: +39 06 5459 2281
courriel: r.farrant@ifad.org

Conrad Lesa

Chargé de la présentation
de l'information comptable et financière
téléphone: +39 06 5459 2181
courriel: c.lesa@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra

Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dixième session
Rome, 10-12 décembre 2013

Pour: **Examen**

Rapport du Comité d'audit sur le programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2014, le programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2014 et le plan indicatif pour 2015-2016 d'IOE, et les rapports de situation sur l'Initiative PPTe et le SAFF

1. Présentant le document budgétaire pour 2014, la direction a attiré l'attention du Comité sur le fait que toutes les observations formulées par le Comité d'audit et le Conseil d'administration durant l'examen de l'aperçu général du budget qu'ils ont effectué en septembre 2013, ainsi que les éclaircissements demandés, avaient été prises en considération pour préparer le projet de budget définitif.
2. La direction a souligné qu'il avait initialement été prévu de présenter pour 2014 un volume de budget légèrement plus important. Toutefois, pour établir le projet de budget pour 2014, il a fallu faire prévaloir les incidences budgétaires du plan d'action proposé par la direction en réponse à l'Évaluation au niveau de l'institution de l'efficacité institutionnelle du FIDA et de l'efficacité des opérations qu'il finance (ENI-E) et de la mise en place du nouveau Système prêts et dons (SPD). La direction a également fait valoir que le budget ordinaire n'a pas augmenté, ou très légèrement, ces trois dernières années; en outre, même en l'absence des dépenses de fonctionnement découlant de l'ENI-E et du SPD, il aurait été nécessaire de solliciter une légère hausse du budget 2014.
3. L'attention du Comité a été attirée sur les nouvelles informations fournies dans la version définitive du document budgétaire, à savoir: des données décomposées par sexe concernant le portefeuille de prêts du FIDA et son budget ordinaire, des précisions concernant les mesures prises au cours des deux dernières années en relation avec le plan stratégique pour le personnel et leurs incidences en matière de coûts, des informations concernant les coûts et les avantages du plan d'action issu de l'ENI-E, des tableaux précisant la composition et la répartition des effectifs et des analyses financières détaillées, et des précisions apportées par la direction pour répondre à une demande spécifique émanant de la présidente du Comité d'audit.
4. Les principaux points du document budgétaire pour 2014 énumérés ci-après ont ensuite été mis en relief:
 - a) Il est proposé un programme prévisionnel de prêts et de dons pour 2014 d'une valeur de 1,06 milliard d'USD; ce chiffre est à comparer aux prévisions pour 2013, dont le montant révisé s'établit à 891 millions d'USD. Le faible volume de financements accordés en 2013 sera compensé par un volume plus important en 2014 et 2015, de manière à pouvoir atteindre le niveau cible de 3 milliards d'USD fixé pour la période couverte par la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9).
 - b) En ce qui concerne le budget ordinaire, à l'issue d'une analyse détaillée de chaque composante, la direction a revu à la baisse le montant proposé pour 2014 dans l'aperçu général, qui a été ramené de 150,39 millions d'USD (soit une hausse de 4,3% par rapport à 2013) à 149,64 millions d'USD (soit une hausse de 3,8%). La direction note que la proposition de budget pour 2014 a été établie dans l'hypothèse

d'une stabilité des traitements du personnel et qu'il faudra absorber toute augmentation des prix ou de l'inflation. En conséquence, l'augmentation globale de 3,8% du budget ordinaire proposée pour 2014 se répartit entre le remplacement du SPD (1,6%), le plan d'action issu de l'ENI-E (1,4%) et les autres augmentations de coût (0,8%).

- c) S'agissant du budget d'investissement, la direction propose une enveloppe de crédits d'investissement se rapportant à l'ENI-E de 3,1 millions d'USD, contre 3,6 millions d'USD dans l'estimation initiale. À cela s'ajoute une enveloppe de crédits d'investissement destinés à prendre en charge les dépenses ordinaires afférentes aux technologies de l'information et des communications (TIC), dont il est proposé de fixer le montant à 2,3 millions d'USD; le budget d'investissement total demandé pour 2014 s'élève donc à 5,4 millions d'USD.
 - d) À propos des crédits non renouvelables destinés à financer les ajustements découlant de l'ENI-E, le Comité a été informé qu'un montant de 2,1 millions d'USD est proposé, alors que l'estimation initiale présentée dans l'aperçu général était de 3 millions d'USD. Sur cette somme, 1,5 million d'USD correspondent au coût de l'ouverture de bureaux de pays.
5. Le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) a présenté la version définitive de son budget pour 2014, qui tient compte des contributions apportées par le Comité d'audit et le Conseil d'administration en septembre 2013. En outre, IOE a fait observer que le Comité de l'évaluation, qui a examiné le document à sa session d'octobre 2013, s'est déclaré favorable au programme de travail et budget d'IOE proposé.
 6. IOE a informé le Comité d'audit qu'il avait établi une nouvelle grille d'aide à la sélection afin de faciliter l'élaboration du programme de travail. Le programme de travail proposé comprend sept évaluations de programme de pays, huit évaluations au niveau des projets, une évaluation de l'impact et deux synthèses d'évaluation; de surcroît, tous les rapports d'achèvement de projet mis à disposition seront validés.
 7. Le Comité a été informé qu'IOE a effectué une opération de planification stratégique pour le personnel à l'issue de laquelle il a conclu que les effectifs resteraient stables. Toutefois, une modification de la répartition est envisagée, afin de faire en sorte que le Bureau dispose d'un éventail de compétences adapté à ses missions.
 8. Le budget d'IOE proposé pour 2014 s'établit à 5,98 millions d'USD, contre 6,01 millions d'USD en 2013, soit une réduction de 0,5% par rapport au budget approuvé pour l'exercice 2013.
 9. IOE a souligné que les incidences financières du recrutement du Directeur d'IOE étaient à l'étude. Suivant la recommandation du Comité de l'évaluation, le principe proposé est que le montant du budget proposé, soit 5,98 millions d'USD, ne sera pas modifié; par conséquent les solutions permettant de faire des économies en ajustant le calendrier des activités d'évaluation retenues sont en cours d'examen. IOE préparera une proposition qui sera soumise au Comité de l'évaluation pour examen à sa quatre-vingt-unième session.
 10. **La présidente du Comité a félicité la direction du FIDA et IOE pour leurs exposés, les précisions supplémentaires apportées et les efforts déployés pour maîtriser les coûts, comme en témoigne la réduction de l'augmentation du budget ordinaire du FIDA proposée**

pour 2014, ramenée de 4,3% à 3,8%. Elle a ensuite invité les membres à formuler des observations.

11. **Les membres se sont notamment déclarés satisfaits de l'analyse approfondie proposée dans le document, de la solidité du projet de budget, de l'ajout d'un paragraphe exposant les hypothèses relatives aux dépenses de personnel, de l'ajout de données décomposées par sexe; et des informations complémentaires communiquées concernant les coûts et les avantages du plan d'action issu de l'ENI-E.**
12. **Le Comité s'est globalement prononcé en faveur du budget proposé pour 2014. Cependant, plusieurs membres ont fait remarquer que le document budgétaire, et en particulier les traductions, n'avaient pas été fournis suffisamment tôt pour faciliter un examen utile. Des précisions ont été demandées quant aux mesures à prendre pour éviter que cette situation ne se reproduise à l'avenir. La présidente du Comité a invité la direction à prendre des dispositions pour que la règle en vigueur au FIDA selon laquelle les documents doivent être transmis au Comité quatre semaines avant chaque session soit respectée.**
13. Les autres observations ont notamment porté sur les demandes suivantes:
 - i) que le budget de l'année suivante contienne une comparaison des données concernant les questions de parité avec celles d'autres institutions;
 - ii) que la direction cherche à répartir le programme de travail de manière plus équilibrée entre les trois années d'une période de reconstitution;
 - iii) que la signification de l'expression "sélectivité des opérations" soit précisée;
 - iv) qu'il soit pris acte que la mise en œuvre du plan d'action issu de l'ENI-E suppose d'augmenter le budget et que, de ce fait, la hausse demandée pour 2014 semble raisonnable;
 - v) que la direction cherche un moyen d'évaluer l'impact du plan d'action issu de l'ENI-E;
 - vi) que l'analyse relative à la parité entre les sexes soit rattachée à des objectifs à atteindre;
 - vii) qu'il soit précisé si l'opération de plan stratégique pour le personnel serait reconduite chaque année;
 - viii) que la répartition des effectifs entre le terrain et le siège soit précisée; et
 - ix) que des précisions portant sur certaines données du tableau des effectifs soient apportées. Enfin, une question spécifique est posée concernant les objectifs stratégiques d'IOE.
14. La direction a pris toutes les observations en considération et a répondu aux questions soulevées. En ce qui concerne les points pour lesquels des mesures doivent être prises, la direction a apporté les réponses suivantes: des mesures sont à l'étude pour faire en sorte que les délais de transmission des documents au Comité soient mieux respectés; les services du FIDA s'efforceront d'effectuer une comparaison des données concernant les questions de parité avec celles d'autres institutions, mais il est à noter que peu d'organisations ont mis en place des méthodes fiables dans ce domaine; la sélectivité des opérations devra sous peu faire l'objet de discussions approfondies dans différentes instances, dont les réunions des organes directeurs du FIDA; et le tableau des effectifs contenait une erreur typographique qui sera corrigée.
15. **Pour résumer les débats, la présidente du Comité a noté que le Comité se prononçait globalement en faveur du budget proposé, ajoutant que les membres du Comité qui avaient examiné le document avaient apprécié les précisions données et le fait que des réponses aient été apportées à toutes les questions soulevées par le Comité en septembre 2013. La présidente du Comité a insisté sur la nécessité d'évaluer les effets du plan d'action issu de l'ENI-E,**

compte tenu des investissements non négligeables qu'il suppose en termes de dépenses d'investissement, dépenses non renouvelables et dépenses de fonctionnement. La présidente du Comité a rappelé que le Comité avait demandé une comparaison avec d'autres institutions en ce qui concerne les données relatives à la parité entre les sexes. Enfin, la présidente a insisté sur la nécessité de distribuer le document budgétaire aux membres du Comité dans les délais prévus – en vertu des règles en vigueur – car il s'agit d'une condition préalable essentielle pour permettre au Comité de s'acquitter de son mandat.